

En quête d'un second souffle, Carrefour renforce son capital avec l'entrée de la famille Saadé

Carrefour rebat les cartes de son actionnariat avec l'arrivée de la famille Saadé, nouvel actionnaire de référence, alors que le groupe cherche un second souffle boursier et poursuit la rationalisation de ses activités en France et à l'international.

[Valentine Roux](#)



Nouveau tournant tricolore pour [Carrefour](#). Le mercredi 12 novembre, Carrefour a annoncé l'entrée de la famille Saadé – propriétaire de l'armateur CMA CGM et du quotidien *La Tribune* – à hauteur de 4 % de son capital, soit un investissement proche de 400 millions d'euros.

Au conseil d'administration, cette opération se traduit par la cooptation de Carrix, société détenue par la famille Saadé et CMA CGM. Rodolphe Saadé y représentera Carrix en tant qu'administrateur indépendant, en remplacement de la holding Peninsula, détenue par la famille brésilienne Diniz, et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2028. Effective au 1er décembre, cette nomination consolide un conseil d'administration déjà composé d'une autre grande famille industrielle française.

Actionnariat tricolore : la famille Saadé rejoint les Moulin-Houzé

L'arrivée des Saadé permet à Carrefour de renforcer son actionnariat en faisant rentrer un autre investisseur français. Jusqu'ici, seules deux dynasties jouaient ce rôle d'investisseurs de

long terme : la famille Moulin-Houzé, via la holding Galeries Lafayette (9,46 %), et la famille Diniz, détentrice d'environ 8 % via Peninsula, la holding de l'homme d'affaires brésilien Abilio Diniz, décédé en février 2024.

Pour Antoine Fraysse-Soulier, chef analyste auprès du courtier eToro, Carrefour constitue un investissement intéressant dans un secteur « défensif » : *« la grande distribution, à l'instar de la santé ou de l'alimentation, n'est pas le secteur le plus plébiscité par les investisseurs. Mais ce sont des secteurs dits 'défensifs', c'est-à-dire qui résistent mieux en période de turbulences sur les marchés et possèdent une volatilité limitée du cours de l'action. »*

L'analyste financier insiste également sur la valeur ajoutée de cet investissement : *« La grande distribution génère un flux de trésorerie régulier. Investir dans Carrefour constitue donc un bon deal. À 13 euros le titre, avec un rendement annuel compris entre 7,5 et 8 %, c'est un investissement stable et attractif. ».*

Derrière cette opération, l'ex-actionnaire majoritaire de Carrefour, la famille Diniz, y trouve son compte. L'arrivée des Saadé permet ainsi aux Diniz de compenser en partie le retrait de leur holding Peninsula du capital du groupe. Depuis la mort en février 2024 d'Abilio Diniz, figure emblématique de la distribution brésilienne, le désengagement de sa famille était anticipé, les héritiers ayant clairement exprimé leur intention de se retirer. Cette incertitude a pesé sur le titre, qui a perdu 10 % en un an et stagne depuis plusieurs mois autour de son plancher de 13 euros.

Carrefour en quête d'un second souffle boursier

Pour Alexandre Bompard, PDG de Carrefour dont le mandat a été reconduit pour trois ans cet été, stabiliser l'actionnariat du distributeur est devenu une priorité avant d'espérer relancer un cours de Bourse morose.

Le titre de Carrefour reste en effet hésitant depuis le début de l'année, flottant autour de son plancher de 13 euros. Sur les six dernières années, il a évolué dans une fourchette relativement étroite, entre 13 et 17 euros. Malgré plus de 94 milliards d'euros de chiffre d'affaires l'année dernière, Carrefour ne vaut aujourd'hui que 10 milliards d'euros en Bourse, loin derrière le britannique Tesco, valorisé à 33 milliards d'euros pour 73 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2024. Ce jeudi, l'action Carrefour cotait en hausse de 1,89 % à 13,50 euros à 16h30.

Le faible niveau du titre en Bourse s'explique par plusieurs facteurs, selon Éric Pichet, professeur à Kedge Business School. *« Carrefour évolue sur un marché extrêmement compétitif et perd progressivement des parts de marché en France au profit de Leclerc depuis dix ans. Dans un contexte de tension sur le pouvoir d'achat, on peut se demander comment son chiffre d'affaires pourrait progresser face à un concurrent aussi offensif sur les prix et qui améliore régulièrement la qualité de service de ses magasins. À cela s'ajoute l'irruption des hard discounters comme Action, dont le développement rapide en France continue de grignoter des parts de marché. »*

En juillet 2017, Alexandre Bompard, alors patron de Fnac Darty, avait été appelé pour redresser Carrefour, alors que le titre vacillait en Bourse. Malgré ce recrutement de poids, le cours de l'action a poursuivi sa chute, poussant la famille Arnault, alors actionnaire majoritaire, à se retirer en septembre 2021, quatorze ans après son investissement initial.

Aujourd'hui, l'arrivée du milliardaire Rodolphe Saadé constitue [« un soutien très puissant »](#), selon Alexandre Bompard. Carrefour a choisi de rendre publique cette montée au capital de l'armateur marseillais, alors que la réglementation ne l'exige qu'au-delà d'une participation de 5 %. Ce geste envoie un signal clair sur la solidité de l'actionnariat, d'autant plus stratégique que l'annonce coïncide avec le lancement du plan stratégique du groupe pour 2026.

Carrefour 2026 : désengagement international et location-gérance des magasins français

Alexandre Bompard assure que les efforts menés ces dernières années se traduiront bientôt par des résultats concrets. Le PDG a lancé une vaste restructuration internationale, annonçant en février, lors de la présentation des résultats annuels, une « *revue de portefeuille sans tabou* ».

Au Brésil, Carrefour a racheté les parts minoritaires de sa filiale avant de se retirer de la Bourse brésilienne, tandis que le groupe s'est séparé de ses activités en Italie. D'autres cessions sont en cours ailleurs en Europe, notamment en Pologne, a révélé [La Lettre](#) en septembre dernier.

En France, premier marché du groupe, Alexandre Bompard poursuit la mise en location-gérance des hypermarchés et supermarchés déficitaires. Aujourd'hui, près de la moitié des salariés en magasin ne sont plus directement employés par Carrefour. Si cette stratégie contribue à assainir les comptes, elle suscite régulièrement la colère des syndicats.

Pour Éric Pichet, professeur à Kedge Business School, Carrefour reste confronté à plusieurs fragilités structurelles. « *C'est une entreprise très centralisée, avec d'importants coûts liés à son modèle social, un modèle vertical que n'ont pas ses concurrents coopératifs comme Leclerc, Intermarché ou Super U* », observe-t-il. Selon lui, cette organisation fait peser « *un risque social élevé* » sur le géant français, ce qui explique que les assemblées générales du groupe soient « *perturbées par les syndicats ces dernières années* ».